

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 910^e
SÉANCE**

Vendredi 1er novembre 1963,
à 12 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 76 de l'ordre du jour:

Moyens de promouvoir la réforme agraire
(suite) 203

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

POINT 76 DE L'ORDRE DU JOUR

Moyens de promouvoir la réforme agraire (A/5481
et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/C.2/L.734/Rev.2,
A/C.2/L.741) [suite]

1. M. ENCINAS (Pérou) annonce qu'à la suite de consultations officieuses un accord est intervenu sur un certain nombre de modifications à apporter au projet de résolution des quatre puissances (A/C.2/L.734/Rev.2). Ces modifications ont été décidées pour tenir compte des réserves et des observations formulées au cours de la discussion.

2. En ce qui concerne le préambule, on a ajouté les mots "à l'échelon national" à la fin du troisième alinéa. Le sixième alinéa est modifié comme suit:

"Considérant que le financement peut constituer l'un des principaux problèmes qui gênent la réalisation de cette réforme agraire et que l'expérience passée d'autres pays à cet égard peut présenter une importance particulière pour les pays en voie de développement".

Enfin, il a été convenu d'ajouter un huitième alinéa libellé comme suit:

"Réaffirmant que la question de la réforme agraire relève de la souveraineté inaliénable des Etats".

3. En ce qui concerne le dispositif, M. Encinas annonce que dans le paragraphe 1 le mot "Réaffirme" a été remplacé par le mot "Déclare". Au paragraphe 2, les mots "à procéder aux réformes institutionnelles nécessaires pour améliorer leur structure agraire" ont été remplacés par les mots "à procéder aux réformes agraires et aux autres réformes institutionnelles qui sont nécessaires pour améliorer leur structure agraire et qui sont dans l'intérêt des agriculteurs sans terre ainsi que des petits et moyens cultivateurs".

4. Au paragraphe 3, les mots "et à prêter une attention appropriée aux demandes d'aide financière destinée au développement agricole dans le cadre de leurs programmes de réforme agraire, présentées par des pays en voie de développement" sont remplacés par les mots "à prêter l'attention voulue aux demandes d'aide financière ou de toute autre aide appropriée destinée au développement agricole présentées par des pays en voie de développement dans le cadre de leurs programmes de réforme agraire".

5. Au paragraphe 5, il a été décidé d'insérer après les mots "Assemblée générale" les mots "compte tenu de l'expérience des divers pays à cet égard".

6. Au paragraphe 6, les mots "et les institutions financières internationales intéressées" sont remplacés par les mots "et toutes les institutions internationales intéressées". Enfin, au paragraphe 7, les mots "de fournir" sont remplacés par les mots "de continuer à fournir".

7. Le représentant du Pérou remercie de leur compréhension et de leur esprit de collaboration les représentants qui ont participé à la mise au point de ces amendements. Il espère que le texte, ainsi modifié, sera approuvé par tous les membres de la Commission.

8. M. HERSI (Somalie) est heureux de la façon dont la discussion a permis d'approfondir le problème de la réforme agraire, un des plus importants que les pays en voie de développement aient à résoudre. En effet, le développement rationnel d'un pays est impossible tant que subsistent des régimes fonciers et des méthodes de culture archaïques. Certes, ce sont, dans chaque cas, les conditions locales qui déterminent la forme que doit prendre la réforme agraire et la nature des politiques à suivre à cet égard. Mais l'objectif essentiel demeure le même, à savoir la suppression des obstacles qui s'opposent au développement agricole et, de ce fait, au développement économique et social dans son ensemble.

9. M. HERSI pense que les modifications apportées au projet de résolution des quatre puissances en éclaircissent le sens et le rendent plus acceptable à bon nombre de membres. Il votera donc pour ce projet, avec les amendements qui viennent d'être annoncés par le représentant du Pérou.

10. M. TETTAMANTI (Argentine) estime, lui aussi, que seule une réforme structurale de l'agriculture peut assurer le progrès économique rapide des pays sous-développés. La réforme agraire conduit au développement de l'épargne parmi les populations rurales et permet une plus grande mobilité de la main-d'œuvre. Elle permet également de répondre aux besoins d'une population en expansion rapide et d'élever les niveaux de vie des travailleurs de la terre.

11. Toutefois, les moyens à employer pour atteindre ces objectifs varient selon la situation intérieure des divers pays. Ainsi, la mesure qui est généralement considérée comme le point de départ du développement agricole, c'est-à-dire la redistribution des terres, ne pose pas en Argentine un problème urgent. Ce sont les autres aspects de la réforme, notamment l'utilisation de techniques plus efficaces d'exploitation agricole, qui intéressent plus particulièrement le gouvernement de ce pays.

12. M. Tettamanti estime que les modifications apportées au projet de résolution en améliorent le libellé et répondent à certaines objections légitimes. Tout programme de réforme agraire doit, avant tout, respecter le droit de propriété, droit inaliénable dans les sociétés démocratiques. C'est pourquoi le représentant de l'Argentine est heureux de constater qu'au paragraphe 1 du dispositif il est explicitement question d'une réforme agraire effective, démocratique et pacifique.

13. Le projet de résolution couvre tous les aspects de la question du financement, que ce soit de la réforme agraire elle-même ou des mesures à prendre, par la suite, pour assurer le développement agricole. S'il est vrai que la réforme agraire est avant tout un problème intérieur, l'assistance internationale, même de nature financière, peut jouer un grand rôle dans ce domaine et faciliter la tâche des gouvernements. C'est pourquoi M. Tettamanti est particulièrement heureux de la manière dont ont été libellés les paragraphes 5 et 6 du dispositif du projet de résolution des quatre puissances. Il votera pour ce projet.

14. M. TROUKHANE (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare que la réforme agraire est une nécessité inéluctable pour de nombreux pays dans lesquels un régime foncier archaïque fait obstacle au développement. Dans certains pays, un petit nombre de gros propriétaires détiennent de 50 à 90 p. 100 de la superficie des terres cultivables. Dans ces conditions, la production agricole stagne et ne suit même pas le rythme d'accroissement de la population. On voit même certains pays sous-développés obligés de se procurer à l'extérieur des produits alimentaires qu'une meilleure organisation permettrait de produire sur leur propre sol. Une autre conséquence déplorable des *latifundia* est le chômage agricole, qui prend souvent des proportions très inquiétantes.

15. On s'accorde fort heureusement à reconnaître la gravité de cet état de choses et à admettre que la réforme agraire constitue la condition *sine qua non* d'un développement rapide. Depuis quelques années, certains pays ont accompli de grands efforts pour liquider des systèmes quasi féodaux, et des exemples tels que ceux de Cuba, de la République arabe unie et de l'Algérie montrent ce qu'il est possible de faire.

16. Dans d'autres pays cependant, les transformations ont été très lentes, ainsi que le constate le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1963* (E/CN.5/375/Rev.1). Dans la RSS de Biélorussie, au contraire, où, avant la révolution, les deux tiers des terres appartenaient à de gros propriétaires, une transformation radicale a été effectuée. La terre a été donnée à ceux qui la cultivent et l'Etat a accordé une aide importante aux paysans pour leur permettre d'acheter les semences et le matériel nécessaires. En dépit des ravages de la seconde guerre mondiale et de conditions atmosphériques défavorables au cours de l'année écoulée, la production a considérablement augmenté. La RSS de Biélorussie possède actuellement un parc de 62 000 tracteurs et des dizaines de milliers de machines agricoles. Elle pourra bientôt couvrir ses propres besoins en engrais grâce aux usines existantes ou en construction. Comme chacun sait, le développement de la production a été accompagné d'une amélioration considérable des conditions de vie de la population rurale.

17. Il est donc possible de procéder à une réforme agraire radicale et rapide, et les explications données

pour justifier la lenteur des transformations dans certains pays ne sont pas très convaincantes. On a beaucoup parlé des problèmes du financement et certains ont proposé d'indemniser les gros propriétaires terriens grâce à une assistance financière internationale. C'est une thèse très contestable; du reste, le financement de la réforme agraire ne doit pas constituer un problème insoluble. C'est avant tout un problème national, que chaque pays doit traiter dans le cadre de sa propre législation. Bien entendu, la communauté mondiale peut et doit augmenter l'assistance technique apportée aux pays en voie de développement. Cette aide a été insuffisante jusqu'à présent, et le Secrétariat devrait intensifier ses efforts et fournir le maximum de renseignements disponibles sur les méthodes déjà utilisées. Il faudrait également procéder à des échanges d'informations et envoyer des missions d'experts chargés d'apporter toute l'aide possible à ces pays.

18. Ces observations n'ont d'autre but que de contribuer à améliorer le texte, très utile au demeurant, dont la Commission est saisie. M. Troukhane se félicite de l'esprit de coopération dont les auteurs du projet de résolution ont fait preuve et espère qu'il leur sera possible d'accueillir favorablement certaines suggestions. C'est pourquoi il demande que le texte présenté ne soit pas mis aux voix avant d'avoir été traduit dans toutes les langues de travail.

19. Selon M. PERERA (Ceylan), l'expression "l'expérience passée d'autres pays", au sixième alinéa du préambule, n'est pas très heureuse et pourrait donner lieu à une interprétation erronée. Le représentant de Ceylan propose donc de remplacer les mots "d'autres pays" par les mots "de certains pays".

20. M. RENAUD (France) souhaite, comme le représentant de la RSS de Biélorussie, que le projet de résolution ne soit pas mis aux voix avant d'avoir été traduit dans toutes les langues de travail.

21. En ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif, le représentant de la France propose une retouche de forme au texte français, qui se lirait comme suit: "... doivent faire un effort concerté maximum ..."

22. M. JANTUAH (Ghana) déclare que l'expression "souveraineté inaliénable des Etats", qui figure au dernier alinéa du préambule, est critiquable, car la "souveraineté" est inaliénable par définition. Le représentant du Ghana espère que les auteurs acceptent de supprimer le mot "inaliénable", qui affaiblit la notion de souveraineté.

23. Selon M. PEAL (Libéria), le passage en question devrait plutôt faire allusion aux "droits inaliénables des Etats souverains".

24. M. BRILLANTES (Philippines) précise que le dernier alinéa du préambule a été ajouté pour tenir compte d'une idée présentée par la délégation de la République arabe unie. Les auteurs, suivant en cela les avis de plusieurs délégations, se sont efforcés de suivre de très près le texte de la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Dans la version anglaise, l'expression "inalienable sovereignty of States" figurait à l'avant-dernier alinéa du préambule de cette résolution. Dans l'esprit

des auteurs, le terme incriminé n'a aucune implication restrictive, et la délégation des Philippines espère que les représentants du Ghana et du Libéria ne verront pas d'obstacle à son maintien.

25. M. MALHOTRA (Népal) propose, à titre de solution, de remplacer l'expression en cause par "droits souverains des Etats".

La séance est levée à 13 h 15.